

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du Conseil municipal le 30 mai 2011 ;
Vu la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du Conseil municipal le 19 septembre 2013 ;
Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du Conseil municipal le 18 septembre 2014 ;
Vu les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du Conseil municipal le 25 juin 2015 ;
Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du Conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;
Vu la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;
Vu les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du Conseil de territoire le 20 mars 2017 ;
Vu la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du Conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;
Vu la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du Conseil de territoire le 9 avril 2018 ;
Vu la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du Conseil de territoire le 1^{er} mars 2021 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;
Vu la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du Conseil de Territoire le 28 octobre 2021.
Vu le courrier en date du 1^{er} février 2022 de M. ASENSI, Maire de Tremblay-en-France, demandant à M. BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, d'initier une procédure de modification du PLU de la commune de Tremblay-en-France.
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol ;

CONSIDERANT la nécessité de prendre en compte le projet porté par la commune sur le site de la grange aux dîmes ;

CONSIDERANT la nécessité de permettre la réalisation de projets accompagnés par la commune dans des secteurs à enjeux, et notamment les secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;

CONSIDERANT la volonté de renforcer la protection et la préservation des zones pavillonnaires ;

CONSIDERANT la nécessité d'ajuster les règles relatives aux CINASPIC afin de permettre le développement des projets d'équipements communaux ;

CONSIDERANT la nécessité d'améliorer et de mettre à jour les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;

CONSIDERANT la nécessité d'apporter des modifications mineures au règlement afin de garantir la qualité architecturale des constructions, notamment en zone Uc ;

CONSIDERANT la nécessité de clarifier certains termes définis dans le lexique du règlement ;
CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour les données relatives aux servitudes archéologiques ;
CONSIDERANT la nécessité de modifier le règlement, le plan de zonage, les OAP et les annexes pour permettre ces adaptations ;
CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

- ARTICLE 1** Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de la commune de Tremblay-en-France.
- ARTICLE 2** Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°2 du PLU a notamment pour objectifs :
- De prendre en compte le projet de la grange aux dîmes ;
 - D'ajuster le zonage et les règles de la zone Uo afin notamment de permettre l'évolution des secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;
 - D'ajuster certaines règles de la zone Up afin de protéger davantage le tissu pavillonnaire ;
 - De modifier les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;
 - D'ajuster les règles relatives aux CINASPIC ;
 - De procéder à des ajustements réglementaires mineurs, notamment en zone Uc ;
 - De clarifier le lexique du règlement ;
 - De mettre à jour les informations relatives aux servitudes archéologiques.
- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun n°2 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°2 sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'environnement.
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Tremblay-en-France pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
 - A la mairie de Tremblay-en-France
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 04 août 2022



Le Président

Bruno BESCHIZZA

Reçu de réception en préfecture
093-200058097-20220816-2022-018-AU
Date de télétransmission : 16/08/2022
Date de réception préfecture : 16/08/2022